
La mort sur gage ou l'amorce du partage

Gilles Lambert*

Une analyse de notre crise : un système injuste et généralisé de répartition de la richesse déjà très ancien doublé d'une inconscience libérale décomplexée.

Est-ce bien une crise financière que nous vivons, ou bien plutôt, bien en amont, une crise du mode de la répartition de la richesse créée dans le modèle qui la génère et que nous appelons capitalisme ? En réalité ce concept recouvre à la fois ce qui en fait l'essence, c'est-à-dire le principe de propriété privée, mais aussi très souvent lorsqu'on l'évoque s'y ajoute la notion de liberté (d'entreprendre, de licencier..). Dans des sociétés tribales ou traditionnelles, Lévi Strauss nous aurait montré que ces deux dimensions ne vont pas de soi dans les organisations humaines. Mais nos sociétés modernes sont ainsi faites depuis plus d'un siècle et demi. La question de la mort d'un système et de sa mutation ne doit donc pas faire l'économie d'un débat sur les libertés et sur la propriété privée. On l'oublie trop souvent et certains philosophes, plus que les économistes d'ailleurs, nous le rappellent à juste titre (Alain Badiou et son communiste humaniste ou Bernard Stiegler et son économie de l'échange pour l'exemple de la France). Les travaux de Amartya Sen, lauréat en 1998 du Prix Nobel d'Économie, devraient nous interpeller. Cet économiste nous expliquait déjà il y a trois décennies que les causes de la famine sont à rechercher dans l'absence de liberté plus que dans l'évolution démographique. Mais laissons là ces réflexions qu'il conviendra de reprendre un jour prochain pour nous concentrer sur la question initiale du diagnostic de notre situation. Car sans un bon diagnostic point de guérison, ou comme on dit « poser la bonne question c'est déjà y répondre ». Cette crise n'est-elle qu'un simple looping avant que l'avion ne retrouve une bonne trajectoire (un an ou deux disent certains), ou nous oblige-t-elle à poser l'avion au sol pour construire un nouveau moyen d'empport. Car la théorie du looping devient dangereuse quand on s'approche du sol. Elle s'apparente à un crash collectivement annoncé. Il suffirait d'écouter cette masse de pauvreté qui monte ici et là pour s'en convaincre mais l'argent rend

suffisant et sourd. A l'heure où l'excessive concentration de la richesse créée fait exploser les dictatures les plus solidement établies dans le monde arabe, fait frémir la Chine, posons nous la question du modèle économique qui en est la source.

Revenons donc à l'origine visible de cette crise, c'est-à-dire une obsolescence d'un modèle économique qui doit se réinventer. Et qu'on ne nous dise pas, nourrit à la devise de la Chine qui s'éveillera, que ce qui se passe là-bas est l'avenir du capitalisme. Ce que l'on voit là-bas n'est que la pure application du capitalisme dans son visage le plus décomplexé (comme une certaine droite il y a trois ans encore en France) avec en toile de fond la belle application de la théorie de la rente marginale ricardienne. Ah la belle aubaine ces plus de 60 millions de paysans chinois forts et serviles ! La mondialisation du modèle capitaliste libéral, revivifié dans les sociétés communistes totalitaires, ressemble à un monstre assoiffé qui cherche encore un ruisseau, une ultime source à assécher.

Hier, la résolution de la crise de 29 a permis de sauver le capitalisme d'alors en distribuant du pouvoir d'achat aux couches laborieuses qui en étaient privées jusque là, et en le récupérant à force de marketing bien ciblé. La relance de la consommation préconisée par Keynes est une bonne manière de relancer un capitalisme usé ou trop injuste dans ses modes de répartition, mais en aucun cas elle constitue un moyen d'en sortir en le dépassant. Alors qu'à droite on vous expliquera qu'il ne faut surtout pas en sortir puisque certains en vivent encore bien, c'est encore là la faiblesse des officines socio-démocrates qui n'ont que de l'homéopathie au programme là où il faudrait intervenir chirurgicalement.

Aujourd'hui, la solution, au delà de l'exploitation des bas salaires déjà largement développée dans ces pays que l'on considère comme l'avenir du capitalisme est à peu près : donner l'accès à la propriété à ceux

* Université de Strasbourg, BETA

qui, certes n'ont pas le sous mais qui en rêvent. A une échelle réduite, l'opération n'était pas juteuse, mais sur l'ensemble du territoire américain, la bonne affaire ! L'outil inventé pour ce faire est le prêt à hypothèque ou « Mortgage » en langage libéral anglosaxon. Toute la crise est contenue dans ce vilain mot qui en a été le révélateur et qui dans un français dont on aurait pu se méfier pourrait donner : la mort sur gage. L'écho de cette belle idée libérale s'est retrouvé dans un slogan présidentiel en France venant s'ajouter au mirage « Travailler plus pour gagner plus ». Il s'agit du séduisant (en surface, rien qu'en surface), je veux faire des français des propriétaires ». Propriétaires de quoi, et à quel prix ? Comme disait Coluche, d'une maison Phénix qui au bout de dix ans coûtera plus cher en entretien qu'en annuités de remboursement d'emprunt.

La question de la répartition de la richesse gagnée ne fait pas partie du système de pensée américain. Là-bas, le riche fait des dons, il est généreux, reconnaissant au modèle économique et social qui l'a amené là où il est. Dans une telle culture, les grands propriétaires terriens du Middle West ne comprenaient pas très sincèrement pourquoi les démocrates voulaient les taxer, car ils gagnent de l'argent oui, mais en redistribuent généreusement une partie dans des œuvres caritatives. Cette même culture managériale anglo-saxonne met en œuvre le concept d'« empty enterprise » pour gagner en rapidité de réaction, modèle appris à Stanford, en y ajoutant sa touche personnelle : le travail des enfants. Quel cynisme et quel aveuglement. Nous sommes fiers d'enseigner le modèle de l'entreprise réseau ou « empty enterprise » dans les Business School avec comme bel exemple européen de réussite d'un tel modèle IKÉA. Mais nous omettons de préciser que certains de ses salariés en France ne touchent que 800 euros par mois. Comment peut-on en arriver là dans une entreprise si florissante sensée œuvrer pour le bien-être de ses salariés ? Lors d'un colloque se déroulant récemment à Monterrey (Mexique) et qui abordait les raisons de l'augmentation de la criminalité dans cette ville proche des Etats-Unis, une synthèse très approfondie présentée par un chercheur américain mentionnait comme facteurs influents, l'importance du trafic de drogue, la proportion de garçons adolescents dans la population...mais à aucun moment le taux de pauvreté. Nous vivons une période formidable. Jamais un roi ou empereur du passé n'avait accumulé autant de richesse personnelle qu'à l'ère de

Microsoft avec des niveaux d'enrichissement personnel équivalents au PIB d'un pays comme le Liban. Même dans les pays les plus réformistes avec de fortes volontés de changement, l'inertie du système est consternante. Huit années de mandat d'Ignacio Lula au Brésil ne suffiront pas à corriger une injustice de la répartition faite aux paysans sans terre, malgré une forte prise de conscience sur ce sujet de l'équipe au pouvoir et des engagements de campagne. Pourtant, sans l'existence d'une classe moyenne solvable, le pays ne décollera pas, en partie du fait d'une demande extérieure trop fragile. Certes, cette classe moyenne est en construction au Brésil, la pauvreté ayant reculée récemment de plus de 35% de la population à 23%. Mais malgré cela, on continue dans les quartiers riches à accroître la distance en se barricadant, en fermant des rues, voire des quartiers entiers quadrillés par la police directement payé par les riverains aisés. On se protège des favelas de Rio sans voir que ces 6 millions de personnes qui y vivent ne sont plus une exception mais bien la ville future qui se construit (avec sa violence mais aussi sa créativité). Cette parabole brésilienne, on la retrouve un peu partout avec les mêmes problèmes, Madagascar, l'Afrique.... Seule l'Europe possède encore une réelle mais fragile classe moyenne.

Dans cette recherche d'un modèle alternatif au capitalisme qui ferait progresser notre humanité, ou l'empêcher de régresser, ne réhabilitons pas nos vieilles lunes. Que nous partions de l'idée d'un capitalisme humaniste et généreux ou d'utopies socialistes, il me semble que le maître mot est la juste répartition de la richesse créée par nos sociétés humaines. Bien d'autres sagesse sont à incorporer dans ce nouveau modèle comme le respect de notre environnement naturel et la non-accumulation des richesses pour elles-mêmes qui ne génère que des bulles spéculatives. Cette sagesse se trouve pure et entière dans la flore et la faune d'où nous venons, revenons y sans sacrifier cette forme d'intelligence qui nous caractérise. Il ne s'agit pas de revenir à la vie traditionnelle et ses carcans immobiles qui se cachent souvent derrière les mythes et les coutumes niant la dimension de l'individu. Soyons fier de nos évolutions et révolutions sociales ramenant la femme à l'égal de l'homme ou permettant des élans de générosité mobilisant l'ensemble de la planète comme nous l'avons vu pour venir en aide à Haïti. Ne boudons pas la modernité et la force de nos

technologies mais réorientons leurs finalités et usages. Mais convenons en, la modernité ne se trouve pas dans ces tours de plus de 800 mètres de haut élevées dans cette vitrine ridicule et mauvais goût du capitalisme qu'est Dubaï. Malheureusement, même la sagesse ancestrale des bédouins n'a pas résisté aux sirènes du capitalisme.

Tant que le mode de répartition de la richesse dans les relations de travail n'aura pas fait l'objet d'un changement profond basé sur la juste rétribution des salariés du monde entier au fruit de leur travail, le système économique va tanguer. Car il faut travailler à la racine des problèmes et non pas uniquement sur les effets de ceux-ci. L'augmentation du SMIC, ou ses équivalents dans les pays où ils existent, ne peut suffire. Il s'agit de tout revoir de la base au sommet de l'entreprise et nos organisations. Qu'est-ce qu'une juste répartition, pas mille euros pour des bac + 5 (phénomène des « milleuristes » en Espagne) qui peuvent tout juste se nourrir et se loger. Pas non plus le Smic actuel en France qui ne permet pas un niveau de vie décent et fait hésiter entre le travail d'un côté et les allocations de l'autre. Plus que sur la nationalité, un débat citoyen sur ce thème est nécessaire sans perdre de vue comme le pensait H. Dubreuil (penseur français en théorie des organisations) que le travail rempli trois nécessités dans nos sociétés, assurer les besoins vitaux, une dimension intellectuelle d'épanouissement puis une dimension morale en tant qu'école de la solidarité. Ce débat devrait aboutir à forger un nouveau contrat social au cœur duquel la question de la juste répartition des richesses créées doit figurer.

Si nous pouvions faire l'économie d'une révolution par les armes au profit d'une révolution éthique, cela vaudrait mieux pour tout le monde. Au lieu de cela, les petits ajustements annoncés ici et là (disparition des places Offshore, des parachutes dorés, réajustement du salaire de nos PDG et des primes de nos traders), vont faire l'effet d'une cautérisation sur une jambe de bois. Évidemment comme toujours, qui va commencer, qui va montrer la voie ? Il est tellement plus facile d'attendre et de maintenir le statut quo car dans ce cas si l'on se trompe, au moins on se trompe tous ensemble. Un mythe est à revisiter en profondeur, il se nomme « libéralisme ». N'ayons pas peur de titiller ce dogme peu à la hauteur de ses fausses espérances de liberté,

et de plus en plus générateur de mort sur gage.

OBSERVATOIRE DES POLITIQUES ECONOMIQUES EN EUROPE

Pôle européen de gestion et d'économie (PEGE), 61, avenue de la Forêt Noire - 67085 Strasbourg Cedex

Site Internet : <http://opee.unistra.fr> Courriel : thierry.stolle@unistra.fr

Directeur de la publication : Michel Dévoluy, Chaire Jean Monnet

Imprimé dans le cadre de l'Université de Strasbourg

Numéro ISSN. 1298-1184

Co-responsabilité de l'OPEE : Michel Dévoluy et Gilbert Koenig

Ont participé à la rédaction de ce bulletin :

Amélie Barbier-Gauchard, Maître de Conférences, Université de Strasbourg, BETA - Gabriel Bissiriou, Docteur en Economie - Hélène Boff, étudiante en Master – Damien Broussolle, Maître de Conférences, Université de Strasbourg, LARGE - Meixing DaÍ, Maître de Conférences, Université de Strasbourg, BETA - Michel Dévoluy, Professeur, Université de Strasbourg, BETA - Gilbert Koenig, Professeur, Université de Strasbourg, BETA – Gilles Lambert, Professeur, Université de Strasbourg, BETA - Alexandre Sokic, Maître de conférences, École supérieure du commerce extérieur.

Conception graphique : Pierre Roesch, Strasbourg

Mise en page : Thierry Stollé François Mauviard

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

